

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
7 au 13 janvier 1999



10,00 F

Un futur à la hauteur de nos combats

L'année qui vient « risquerait bel et bien d'être celle de tous les dangers », aux dires de L. Viannet, secrétaire général de la C.G.T. Le vieux crocodile stalinien ne manque pas d'air, lui qui va refiler à son sage dauphin B. Tibault une C.G.T. désormais prête pour « un syndicalisme de proposition ». Mais qu'à cela ne tienne, une petite couche de vernis rouge de temps à autre ça coûte pas cher. Ceux qui cherchaient à faire de subtiles distinctions entre P.C. et C.G.T. se sont bien trompés. La mutation de ces deux piliers du stalinisme vers la social-démocratie est à la hauteur de leur ancienne entente dans l'éloge du communisme « radieux » de l'ex-U.R.S.S. Viannet explique les recentrages de son syndicat par « un regard nouveau sur les nécessités et les contraintes de notre société ». Après la langue de bois, voici venue celle des

joutes municipales de 2001, les législatives en 2002 et pourquoi pas le grand tournoi en l'an 2000, si Messire grand Jacques le souhaite. En général, les élections européennes sont fadasses et insipides. Le citoyen qui déjà au niveau de sa commune ne maîtrise en rien des projets concernant sa vie quotidienne (éducation, santé, transports...) se sent bien peu impliqué dans la construction du parc Euroland, même si on lui serine tous les jours que ce sera merveilleux et social!

Hormis les tristes crétiens nationalistes, rosés ou bruns, la plupart des gens savent bien qu'avant Maastricht ou après Amsterdam, il faut gagner sa croûte pour vivre et que cela devient chaque jour plus difficile. Avec en plus des destructions massives de fruits, de lait, de viande, qui se font depuis trente ans avec des aides financières! Aussi, pour que ces élections attirent quand

score. Avec un éventail politique ultra large, pas facile de décrocher le pompon. Dans ce jeu de dupes, chacun va donc tenter de se compter en bouffant l'autre, surtout si c'est un allié. En sachant aussi que les élections européennes ne sont pas un véritable test politique pour les enjeux nationaux. Mais un petit effet spectaculaire, c'est toujours bon à prendre... Dany le clown a vite ouvert la parade du cirque.

Un seul enjeu de taille

Celui qui joue gros dans cette affaire, c'est Mégrét. Il se doit de réussir à capter l'électorat F.N. pour continuer sa stratégie afin de parvenir au pouvoir en passant des accords. Ce qui est sûr, c'est qu'il s'y emploie avec rapidité et que son congrès n'est qu'un maillon d'un plan élaboré depuis longtemps. Des résultats du score de la liste Mégrét dépendront

la précarité, sont bien là, avec tous les dégâts qu'ils entraînent. Alors même que la guerre fait rage chez la vermine, médiatisée à outrance par la presse et la télé, les fachos sont encore accrédités de 14% pour les élections européennes. Pour combattre le fascisme, il faut s'attaquer au capitalisme, mais ça, il y a belle lurette que la gauche y a renoncé. Elle préfère causer droits de l'homme et intégration citoyenne. Cependant, sa marionnette anti-raciste bc-bg, Zinedine Zidane, n'arrive pas à éteindre les flammes de colère des banlieues où les flics flinguent de plus en plus facilement. Là, comme c'est bizarre, nos anti-F.N. classiques n'organisent pas de manifestation pour dénoncer cela.

La tâche des anarchistes

Parlons-en de cette fausse dissidence. Représentée par le P.C.E., les Verts et

autres nébuleuses trotskystes, c'est elle qui met un frein à toute réelle émancipation sociale, servant de béquille au projet libéral du P.S. À force de jouer les faux pyromanes au nom du mouvement social, pour mieux éteindre le feu, nos feinteurs prennent le risque de le griller totalement le jour de l'incendie. Et si nous ne voulons pas que les futures révoltes se diluent dans un courant réactionnaire et fascisant, le mouvement anarchiste se doit d'être opérationnel. Sans être l'avant-garde éclairée, il a donc la lourde tâche d'éviter des jours encore plus sombres. Ce vœu est loin d'être irréalisable: changer de société, partager les richesses, élire autrement, circuler librement, jamais ces idées n'ont eu autant de prise avec la réalité sociale. Alors, les anars, encore un effort!

Jaime

Groupe Kronstadt (Lyon)



salons. feutrés Sa nouvelle copine, N. Notat est aux anges.

En tout cas, 1999 risque d'être surtout une année de combines électorales du plus haut niveau, élections européennes oblige. Cela fait déjà trois mois que tous les partis, y compris ceux d'extrême gauche, se préparent pour le grand jeu afin de mieux prévoir les

même les gogos, nos politiciens ne reculent devant aucun artifice. Cette année, ils lancent la mode du couple candidat. D. Voynet et D. Cohn-Bendit furent les premiers pactiseurs. A. Laguillier et A. Krivine, amoureux trotskystes le temps d'une urne, les ont vite suivis. Pasqua fait les yeux doux au nationaliste républicain Max Gallo; nous aurons même droit au couple divorcé: Le Pen et Mégrét.

À droite, le fidèle Saint-Bernard Seguin fonce seul afin de mettre en marche la machine à voter Chirac. La gauche molassonne se tâte... les risques de glissade étant là, on cherche la meilleure loco pour le moins mauvais

ou non de sérieuses vagues pour notre futur. Le silence relativement épais à droite comme à gauche sur ce qui se trame au sein du F.N., risque de durer jusqu'en juin. Il n'y a que Jospin, modeste comme à l'accoutumée, qui a osé déclarer « nous avons d'une certaine façon commencé à bloquer le F.N. dans sa progression ». À force d'être hégémonique à gauche, Jospin pense bientôt l'être à l'extrême-droite, comme si Mégrét avait attendu les grandes manif régionales anti-F.N. du P.S. pour se rendre compte des limites que lui posait Jean-Marie Le Pen.

Pertin-Jospin peut bien se shooter à sa poudre magique, le chômage de masse,

EDITORIAL

Dans son message de Noël, le gourou omnipotent, quoique quasiment impotent, d'une secte qui a fort bien réussi à condamner explicitement, pour la première fois, la peine de mort. Près de deux mille ans après l'exécution de son messie cosmoplanétaire, cette soudaine prise de conscience a quelque chose de cocasse. Dans des médias à sa botte, l'autocrate en voie de brejnévisation réussit quasiment la prouesse de passer pour un progressiste. On aura tout vu!

Il s'appelait Andrew Lavern Smith: il a eu le triste privilège d'être, le 18 décembre, le 500^e condamné à mort exécuté dans une prison américaine depuis le rétablissement de la peine capitale, en 1976. Aujourd'hui, ils sont au total 3517 à attendre « leur tour » dans les couloirs de la mort des prisons américaines. Ceci n'empêche évidemment pas la superpuissance planétaire de prétendre donner des leçons sur le respect des droits de l'homme à l'ensemble de la planète. Un colloque, tenu en novembre à l'université de Chicago, sur la peine capitale aux États-Unis a révélé que parmi les 490 exécutions effectuées à travers le pays depuis 1976, 75 avaient concerné des hommes et des femmes dont l'innocence avait pu être démontrée après leur mort. Soit une personne sur sept! C'est une certitude: ce terrible constat n'empêchera pas de dormir les responsables américains. Aux États-Unis comme en Irak, de pauvres gens massacrés, surtout s'ils sont noirs ou arabes, représentent une quantité totalement négligeable pour un Clinton prêt à toutes les démagogues, même les plus sanglantes, pour conserver le pouvoir.

En France, Le Pen et Mégrét, les deux sinistres duettistes, nous ont offert un beau cadeau de Noël politique. Dans le rôle du satrape en fin de règne, Le Pen en fait beaucoup. Se comparant à César – Dieu étant déjà pris par Mitterrand – il distribue les rôles Mégrét ne peut être que Brutus, fils adoptif choyé mais indigne. Sans état d'âme, Le Pen a jugé: le renégat mérite la mort.

Dans un style moins sanguin, le polytechnicien Mégrét paraît plus emprunté dans le domaine des analogies historiques. Froid et calculateur, il préférerait certainement réserver à son vieil ennemi une lente agonie. La réclusion criminelle à perpétuité, cette mort à petit feu, sans espoir, pourrait mieux convenir à son style. Mégrét sait de qui tenir: son père, grand commis de l'État, a fini sa carrière comme directeur de l'administration pénitentiaire. Pour finir cet éditorial, et bien débiter cette nouvelle année, la rédaction du *Monde libertaire* vous souhaite quantité d'émotions, de bonheur et de luttes sociales!

ISSN 0026-9433 - N° 1146

M 2137 - 1146 - 10,00 F



FOP 2520

Éléments pour un débat sur la chasse

1 995 S'ÉTAIT ILLUSTRÉ COMME un « millésime exceptionnel » pour les accidents de chasse en France, laquelle a détenu le record européen des accidents de chasse (224 blessés recensés, 45 morts, 9 victimes non-chasseurs). C'est le département du Gard qui détenait le triste pompon des « accidents mortels ».

Des constats alarmants pour la sécurité des personnes...

La campagne 1998-99 part d'un bon pied et... du mauvais œil ; 3 chasseurs tués et 2 non-chasseurs gravement blessés ; dans les garrigues, une jeune femme faisant du vélo sur une route goudronnée de campagne reçoit une « balle perdue » dans l'épaule. Elle est retrouvée par des promeneurs. À Marguerites, un automobiliste accompagnant sa femme partie à cheval reçoit une décharge à bout portant le blessant à la tête ; un promeneur le trouve inconscient dans sa voiture. Autres faits inquiétants : un VTTiste a le cadre de son vélo transpercé par un projectile dans la garrigue nîmoise et une famille de Tourouzelle (Hérault) a vu la fenêtre de la salle à manger voler en éclats suite à une action de chasse illégale dans une réserve à... 350 mètres.

... et du droit à l'égalité

Les méfaits montrés précédemment ne doivent pas occulter les autres points néfastes de la chasse moderne :

- Elle « s'invite » généralement partout, surtout si les surfaces sont incluses dans des associations communales de chasse (ACCA). La loi Verdeil - corporatiste et pro-chasse - oblige tout propriétaire foncier à tolérer toutes les activités de chasse. Cette loi inique peut aussi retourner contre les chasseurs avec la création de « réserve de non-chasse » (1).
- Elle développe le sentiment d'une « certaine » puissance masculine au travers de la possession d'une arme et d'un taux d'alcoolémie fréquemment élevé au cours des parties de chasse. Il faut d'ailleurs constater que - comme de nombreuses pratiques machistes visant à valoriser l'image d'une masculinité agressive - elle est justifiée au nom de la tradition.

• Lors de la période d'ouverture de la chasse, elle exclue des loisirs « nature » tous les autres « utilisateurs » des zones rurales (promeneurs, randonneurs, naturalistes...). Dans le Gard, la chasse est ouverte le mardi et le jeudi et aussi... le mercredi, le samedi et le dimanche. Sans oublier tous les jours fériés, même ceux non-ouvrables à la chasse (par exemple le vendredi 25 décembre 1998 et le vendredi 1^{er} janvier 1999).

• La gestion cynégétique contribue à la prolifération des ravageurs des cultures (agraineage) ; à introduire des animaux d'élevage, parfois malades, contaminant la faune sauvage ou ensauvagée et à faire disparaître - légalement ou non - les prédateurs naturels (rapaces, renard, lynx, blaireau, fouine...) concurrençant le plaisir de tuer des « zommes zarmés ».

• Elle provoque une maladie grave (le saturnisme) à la majorité des oiseaux d'eau douce suite à l'ingestion de plombs de chasse (2) et diminue de façon inquiétante les populations d'oiseaux migrateurs (pigeons, grives...).

• Elle offre à la pâture des volatiles d'élevage (perdrix, faisans, canards...) libérés la veille ou le matin même pour se faire canarder par des chasseurs du dimanche.

• Certains incendies de forêts sont des règlements de compte entre sociétés de chasse rivales.

Chasse :

de quoi parlons-nous ?

L'activité « chasse » répond à trois concepts (non exhaustifs) qu'il convient de définir afin de mieux comprendre la situation présente :

- Le plus « primitif » - qui est encore une réalité de certains groupes humains de par le monde en 1998 - est une activité visant à apporter à une communauté des compléments alimentaires. Les actes de « tuer » et de « partager le gibier » répondent à des codes sociaux. Nos chasseurs ne tuent pas pour répondre au besoin vital de se nourrir. La pratique de la chasse moderne n'est pas partagée - loin s'en faut - par l'ensemble de la société.

• La chasse comme « loisir » est contemporain dans son mode « populaire » ou « démocratique ». Cette pratique était auparavant réservée aux seigneurs qui avaient seuls le droit de chasse. La Révolution Française a élargi - sous certaines conditions - le droit de chasser. C'est l'argument « massue » des chasseurs pour défendre le droit de chasse. Le loisir est la nature objective de la chasse moderne.

• Le discours officiels du lobby « chasse » développe le nouveau concept de « gestionnaire de la nature » et met en avant son rôle prépondérant pour réduire les « nuisibles ». Si l'idée paraît séduisante, il apparaît que l'intention réelle est de transformer la représentation négative de la chasse en une activité utile et socialement acceptable.

De la chasse aux bulletins à la gestion capitaliste des espaces

Une approche politique de ce fait de société vise à dénoncer une fois de plus le système de représentation électorale. Ainsi les députés - pour chasser (!) quelques bulletins de vote - ont satisfait la faim insatiable de « viandards » en votant quasiment à l'unanimité le 3 juillet 1998 une loi étendant la période de chasse à l'encontre d'une directive européenne pourtant adoptée par la France en 1979. L'État devra payer avec nos impôts une amende pour cette infraction. Comme il est bon d'avoir créé un parti corporatiste (Chasse, Pêche, Nature et Tradition) dont l'apollitisme de ses élus leur a permis de se rallier la majorité des conseils régionaux de droite.

Vu au travers du prisme de l'écologie sociale libertaire de Murray Bookchin, nous condamnons l'approche capitaliste - relayée par l'État - de l'aménagement du territoire à des fins uniquement spéculatives et profitables. Tout comme la segmentation sévit dans le monde du travail (taylorisation) par soucis « d'efficacité » et de profit maximum, nous retrouvons la même spécialisation des espaces pour chaque partie du territoire : productions agricoles intensives (productions végétales et élevages), zones industrielles et commerciales, parcs naturels sanctuarisés par la bonne conscience « environnementale » des gestionnaires du capitalisme et désertifiés à cause d'une trop forte limitation des activités humaines (3), vastes zones de garrigues ou landes délaissées à cause de leur faibles intérêts spéculatifs (hors la périphérie des villes et villages) et commerciales (à part du bois de chauffage), hyper-concentrations urbaines et ghettos sociaux (de riches ou de pauvres)... L'agrégat de ces espaces à destination unique génère de nombreux déséquilibres sociaux et environnementaux.

La chasse se pratique sur les espaces agricoles et les « terres délaissées ». Le

mode d'appropriation de ces espaces est lié à la légitimité du droit accordé par la Révolution Française, la pratique « ancestrale » des parents, la propriété partielle des terres, la gestion municipale du foncier public par des élus souvent natifs du village et par la possession d'un fusil. En outre, l'industrie florissante de la chasse milite en faveur du développement de ce « loisir ».

Pour une société écologique, fédéraliste et autogestionnaire

Nos premières propositions pourraient être que chaque parcelle de territoire puisse marier intimement la présence et l'activité humaines (habitat, activités de production, de redistribution, de loisirs... et les espaces naturels. La population pourrait mieux se répartir sur l'ensemble du territoire grâce à l'abandon des productions et du commerce spéculatifs, au soutien à l'auto-production d'énergie et aux retraits écologiques des quelques déchets (compostage, récupération, recyclage...) et des eaux usées (réutilisation d'eaux « usées » domestiques à des fins agricoles, lagunages...).

Économiquement, « Une société écologique serait structurée autour d'une commune des communes confédérées. Chaque communauté chercherait à s'adapter à l'écosystème, aux conditions biologiques de la région dans laquelle elle se situerait et développerait des technologies » (4).

L'organisation d'une société écologique n'a de sens social qu'au travers d'une organisation politique basée sur la démocratie participative (gestion directe). Le municipalisme libertaire propose que les lignes politiques (dans le sens de la gestion de la cité) et les déci-

sions concrètes seraient du ressort d'assemblées permettant la confrontation des idées, et auxquelles on assisterait en tant que « citoyens » exprimant ses intérêts humains généraux.

La prédation raisonnée à vocation sociale

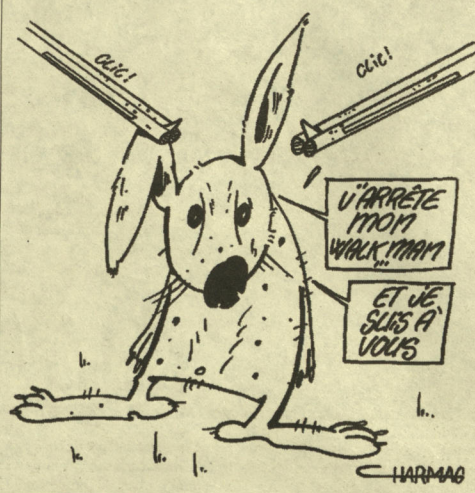
Dans ce cadre, les activités de « prédation » seraient décidées - comme n'importe quel dossier - par les assemblées gérant la commune libertaire. Les acteurs de l'agriculture et les observateurs de la dynamique des populations de la faune sauvage apporteraient un éclairage technique et scientifique indissociable pour une prise de décision rationnelle. Ainsi, il serait déterminé les espèces et la quantité de prédateurs à limiter, les moyens de prédation (confusion hormonale, pièges, chasse aux fusils, battue...) et la destination sociale du gibier (écoles, maisons de retraite, hôpitaux...). Le caractère irrégulier de cette prédation « raisonnée » serait accompagné d'une information large à la population, d'autant plus lorsqu'elle risquerait d'inquiéter la tranquillité des autres utilisateurs des espaces ruraux.

Nous sommes conscients que cette ébauche reste une réaction face aux dramatiques accidents qui se sont déroulés dans le département du Gard (mais aussi de l'Hérault) et nous convenons de la nécessité de poursuivre plus avant cette réflexion.

Patrick - groupe du Gard

- (1) Rassemblement des opposants à la chasse. B.P. 261. 02106 Saint-Quentin cedex.
- (2) Ligue pour la protection des oiseaux. Rue Jean-Baptiste Audebert. 17300 Rochefort.
- (3) *La peur de la nature*. François Terrasson. Ed. Sang de la Terre.
- (4) *Une société à refaire, pour une écologie de la liberté*. Murray Bookchin. ACL.

POUR UN VÉRITABLE DÉBAT SUR LA CHASSE



le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Souscription Monde libertaire

Décembre 1998 : Millot G. : 660 F ; Bonoz : 460 F ; Malfiant L. : 320 F ; Boullin : 200 F ; Stas J. : 170 ; Frayfond G. : 150 F ; Groupe FA Rouen : 115 F ; Cartier-Bresson H, Carlu D. : 110 F ; Violence tribale, Riela : 100 F ; Trocellier, Estorgues, Maglione L, Gaillard P, Bonnet A, Vignal T, Lallemand, Legois, Gales : 60F.
Total = 3035 F.

Réforme des Universités

U3M, c'est pas un bon plan !

A PRES LES ATTAQUES MENÉES contre différents services publics tels que la sécurité sociale, les transports, les télécommunications... c'est au tour des universités d'avoir leur réforme en règle. L'annonce du plan Université du 3^e Millénaire (U3M) peut déjà nous faire frémir. Mais qu'est-ce que le plan U3M? Que contient-il? Le plan U3M découle directement du rapport Attali. Son contenu est sans équivoque : il s'agit d'engager une réforme qui doit instaurer progressivement une privatisation totale des universités en favorisant par tous les moyens l'entrée des entreprises et la rentabilité des étudiants, des enseignants et, pour finir, des universités elles-mêmes. Le plus grave dans cette réforme est bien l'entrée en masse des entreprises et des capitaux privés dans les universités.

Une université au service du patronat

En effet, le plan U3M prévoit la création d'entreprises directement implantées sur les universités et assurant une bonne partie du financement des cursus et de la recherche. « Des entreprises devront être incitées à financer des bourses, des bibliothèques, des laboratoires, voire des cycles de formation, initiale autant que continue, dans des écoles et des universités » (rapport Attali p. 45). Mais en contrepartie elles auront une participation essentielle dans la définition des contenus des enseignements, dans le choix des filières et domaines de recherche à valoriser. Ainsi de nouveaux cursus, basés sur 3 cycles (3, 5 et 8 ans avec suppression du DEUG et du DEA) pré-

voient des stages diplômants en entreprise à chaque niveau. L'objectif d'Allègre est de permettre encore davantage aux entreprises de bénéficier d'une main-d'œuvre gratuite, qualifiée et malléable à merci, formée dès l'université, voire dès le lycée. De même les enseignants seront soumis à des contrôles et des évaluations, jugés sur leurs bonnes relations avec les entreprises et soumis à une mobilité géographique et fonctionnelle (alterner enseignement, formation, recherche, gestion). Ceux qui répondront aux exigences seront récompensés, les autres tout simplement virés. Les universités doivent ainsi devenir des « incubateurs d'entreprises [...] des centres d'expansion économique ». Dans ce sens, les formations, financées par des entreprises, vont devenir extrêmement spécifiques, adaptées aux besoins précis d'une entreprise à un moment donné mais sans valeur hors de cette boîte.

En bref, étudier sera tout simplement générateur de profits. Sans compter que le plan prévoit la généralisation du télé-enseignement (cours en vidéo), le blocage du développement des universités « de seconde zone » au profit de « pôles d'excellence » c'est-à-dire des universités les plus rentables, la remise en cause de la validité permanente des diplômés soit l'obligation de retourner se former tous les 5 ou 10 ans, la sélection à l'entrée des universités, par l'argent mais aussi par l'instauration de quotas pour chaque filière. Pour Allègre, il faut « préparer la France à cette compétition de la matière grise que sera le XXI^e siècle ». Conséquences de cette réforme : seules les filières d'études rentables pour les entreprises trouveront un financement, les

autres étant fatalement amenées à disparaître.

Une université pour les riches

Une seconde conséquence dramatique du plan U3M se situe au niveau des conditions d'accès à l'université. Si dans un premier temps, ce sont les régions qui prennent le relais de l'État pour le financement des universités, ce qui est visé à terme c'est un financement par les entreprises et les étudiants eux-mêmes. Ainsi le plan prévoit des augmentations exponentielles des droits d'inscription et le remplacement des bourses d'études par des prêts bancaires accordés en fonction du revenu des parents. Seuls les étudiants issus de familles aisées pourront payer leurs études, les autres pourront toujours aller faire les manards pour 3 sous de l'heure. Voilà qui va encore profiter aux banques, creuser un peu plus les inégalités de classes pour l'accès aux études et favoriser la reproduction de ces inégalités au fil des générations.

Il s'agit bel et bien, à travers le plan U3M, de privatiser et de libéraliser l'enseignement supérieur en professionnalisant les filières de masse de l'université et ainsi privilégier les grandes écoles pour la recherche fondamentale et la formation des élites. Cette politique est à l'œuvre dans notre pays mais aussi à l'échelle européenne et mondiale.

Si l'ensemble des services publics sont attaqués c'est parce que le soutien majeur des dirigeants de notre pays est la réduction des déficits budgétaires, conformément aux accords de Maastricht-Amsterdam, traduite par une attitude toujours plus servile envers la mondialisation du capitalisme et les exigences de son libéralisme effréné. Mais ces orientations politiques qui visent à privatiser l'enseignement supérieur ne sont pas nouvelles. Déjà la fac isole, déjà la fac sélectionne, déjà la fac nous prépare à supporter les rapports de domination du monde du travail... Combien sommes-nous à pester dans notre coin contre le système universitaire dans son état actuel? Combien sommes-nous à devoir nous salarier pour payer nos études? Combien sommes-nous à abandonner la fac au bout de quelques mois par découragement?

Développer une stratégie de lutte internationale

Comment lutter contre cette énième attaque conjuguée du libéralisme et du système politique que nous supportons quotidiennement? Car là est la question! Allons-nous faire grève pendant un ou deux mois? Occuper tour à tour chambre de commerce, bourses, ANPE, administration de l'université? Allons-nous manifester? En regardant au-delà de nos frontières, on voit les limites de ces luttes « traditionnelles ». En effet, en Allemagne il y a deux ans, déjà un projet similaire aux rapports Attali, Laurent ou Pair, avait fait descendre dans la rue deux millions d'étudiants! Fin

novembre, 100 000 étudiants défilaient dans les rues de Barcelone, ils étaient 500 000 en Italie. Des universités à Athènes sont en mouvement depuis 6 mois, les étudiants belges sont eux mobilisés depuis un mois. En France aussi la lutte a débuté malgré le silence des médias. À Montpellier, les étudiants ont occupé l'université durant trois semaines. Des grèves ont déjà eu lieu à Rennes, Amiens, Toulouse, Nantes, Grenoble, Lille ou encore Nice.

Tous se battent contre un même projet de réforme universitaire, déjà appliqué dans certains pays ou sous la forme de « simple rapport » dans d'autres. Que dire de nos propres luttes contre la réforme Devaquet, contre le CIP, contre le projet Juppé en 1995? Elles ont seulement retardé leurs applications puisqu'ils sont passés inaperçues sous d'autres formes, grâce à des gouvernements de gauche (!). La situation continue à se dégrader à tous les niveaux de la société...

À bas tous les corporatismes!

L'heure n'est plus aux vaines luttes corporatistes, lycéens, « jeunes de banlieue », profs, personnels de la fac et étudiants. Nous nous battons tous contre une même politique, contre un même système! Il est grand temps de passer outre nos « spécificités » et de fédérer nos luttes. La lutte sera longue, n'attendons aucun soutien de la part des médias ou des politiciens, ils ont choisi leur camp.

Pour nous, exiger une université égalitaire d'accès pour tous ce n'est pas seulement l'exiger pour notre petit confort actuel mais c'est revendiquer la liberté de se former

selon nos choix et comme nous l'entendons. Si nous soutenons les mouvements de grève à la SNCF ou dans les transports en commun c'est parce que nous sommes nous aussi usagers de ces services. Lutter pour son petit pré-carré c'est oublier que le système fonctionne selon une même logique : celle de la mondialisation des échanges et des profits, celle de la privatisation généralisée, pompée sur le modèle américain dont on connaît les résultats.

Pour une conception libertaire de la transmission des savoirs

Seule une grève conjointe dans un grand nombre de secteurs pourra changer cet ordre des choses. Seule une coordination avec les autres pays pourra donner une force à nos revendications. D'ici là, c'est une lutte radicale contre le plan U3M et sa logique qu'il faut élaborer, en tentant d'élargir le débat aux autres « mauvais plans » que les dirigeants nous concoctent. Les lycéens se sont déjà fait avoir.

Mais si nous voulons vraiment rompre avec cette logique, seule une grève générale peut nous permettre de renverser les choses et de repenser l'ensemble de la société. Au-delà d'une éducation au service du patronat et de l'État, les anarchistes ont à proposer un modèle basé sur la satisfaction des besoins de tous, servant à l'émancipation collective et à la formation d'un esprit critique de chacun. Un modèle autogéré par ses acteurs et égalitaire. En attendant, comme le dit la chanson, « la lutte paie, seule la lutte paie ».

groupe Durruti (Lyon)
Idées Noires n°32

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://federation-anarchiste.org/>

En bref

•••••
■ Vous pouvez retrouver les groupes lyonnais de la F.A. tous les mercredis de 21 h à 22 heures sur Radio Canut (102.2) dans leur émission « Idées noires ».

■ Vous pouvez rencontrer le groupe « Asturies » de la F.A. à la librairie La Mauvaise graine (2, rue Paillon) le samedi de 15 h 30 à 18 h 30 et le dimanche de 10 h à 13 h. Adresse postale : ELS, B.P. 297, 42016 Saint-Etienne.

■ La rédaction salue la naissance des petits Clara et Léo chez notre camarade Most dont vous appréciez régulièrement les contributions.

■ L'Anarcho n°13 est paru. Intitulé « Mai 68 : révolution manquée ». 22 pages, prix libre. c/o : ADCL, B.P. 4171, 06303 Nice cedex 4.

Faits d'hiver

En vert et contre tout !

Les politiques affichent d'ordinaire un mépris souverain à l'encontre des faits divers.

Les faits divers, en effet, ne puent-ils pas toujours de cette sueur rance de toutes les problématiques individuelles sordides, pathétiques, et désespérées car orphelines de toute mémoire.

De toute mémoire, parlons en!

Il y a exactement trente ans de cela (1), Daniel et Gabriel Cohn-Bendit écrivaient :

« ... nous répondons que ce dont le commandant Gaveau accusait l'Association internationale en 1871, au procès des Communards, reste un programme valable pour nous : faire table rase et tout reconstruire à neuf, est, pour les adeptes de l'Association internationale, constituer un état social qui ne reconnaisse ni gouvernement, ni armée, ni religion ; qui décrète la législation du peuple par le peuple, l'entrée du sol à la propriété collective, l'abolition du droit d'hérité individuelle pour les capitaux et les instruments du travail, l'abolition du mariage en tant qu'institution politique, religieuse, juridique et civile ; qui supprime enfin les armées permanentes et, abaissant toutes les frontières, effaçant jusqu'à l'idée de patrie, rallie les travailleurs du monde entier dans les liens d'une étroite solidarité... »

Camarades écolos, ralliés à la noble cause de l'exercice du pouvoir, pour cause de réalisme, dans le cadre de la gauche plurielle gestionnaire du capitalisme, nous pardonnez-vous, mémoire politique oblige, de continuer à croire à ce que vos deux rouquins clamaient hier ?

Faits divers, faits d'hiver ?

Et si on parlait de ce printemps que vous vous obstinez à nous habiller des hardes de l'automne ?

Jean-Marc Raynaud

(1) *Le gauchisme renché à la maladie infantile du communisme*, édit Seuil, 1968

Tournée de débats sur les drogues Légalisons le débat!

QUATRE DÉBATS AVEC PLUS DE 400 personnes, c'est sans aucun doute une réussite. Dans un deuxième temps on peut se poser des questions, par rapport aux moyens mis en œuvre, sur les raisons d'un tel succès, avec à Nantes et Lorient des salles trop petites pour accueillir tout le monde. La première raison est simple : 2 à 5 millions de personnes usent plus ou moins régulièrement de cannabis et ressentent donc dans leurs usages la clandestinité et la répression qui peut s'abattre à tout moment. En 1997 on compte 87 000 interpellations et 15 000 personnes en prison (1). Et indéniablement une majorité d'usagers composaient le public et un nombre non négligeable (et peut être majoritaire) pas forcément politisé. Pour autant peut-on qualifier une telle tournée et plus généralement cette campagne menée par quelques groupes depuis 1992 (débat avec Jean-Pierre Galland organisé par le groupe FA. du Mans en 1992) de catégorielle et de réformiste?

Une lutte nécessaire

Comme dans toute lutte catégorielle (sans papiers, sans emplois...), elle a des aspects réformistes dans le sens où elle met en avant des revendications claires et nettes : arrêt de la répression avec la sortie de 15 000 personnes de prison, droit d'user de son corps et de son psychisme en toute connaissance (donc une connaissance objective qui nécessite l'abrogation de l'article L.630 de la loi des stupéfiants qui interdit de parler librement et objectivement de ces produits). Libertaires, nous ne pouvons pas concevoir notre militantisme sans investissement dans les luttes quotidiennes, au risque de prêcher une bonne parole entre convaincus. Mais cette lutte au

départ réformiste, de part ses revendications, prend un intérêt supplémentaire car derrière la prohibition c'est tout un système politique et social qu'il faut dénoncer. Et c'était bien cette dénonciation que la fédération anarchiste a exposé lors de cette tournée, car derrière l'interdit ce sont à la fois des intérêts financiers, géopolitiques et sécuritaires qui sont en jeu. Effectivement les masses financières sont énormes, avec des sommes comprises entre 2 et 4 milliards de francs tous les jours (2) et des bénéfices supérieures à ceux de l'industrie du pétrole. Et si le trafic n'est guère réprimé (les seuls dealers emprisonnés sont des petits trafiquants ne touchant qu'une partie infime de ces bénéfices) c'est que ce marché présente d'autres enjeux. D'abord géopolitique, l'interdit permet à la fois des financements occultes (mélangeant les guérillas, services secrets...) mais aussi de faire pression (économiquement et politiquement) sur les pays producteurs et de faciliter ainsi la mise en place d'une politique internationale menée habilement par le capitalisme international. Le dernier objectif de la prohibition, et pas des moindres, est de participer à la politique sécuritaire.

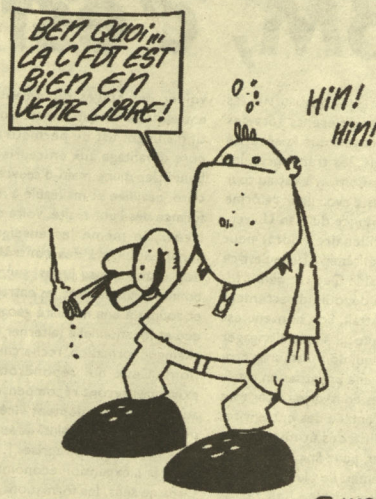
Dans un premier temps l'interdit se fonde dans l'idéologie nationale. Dans une société de classes, les différentes bourgeoisie nationales ont utilisé différents moyens pour unifier une nation : l'unité des riches et pauvres autour de valeurs : nationalisme, religion, morale... Dans ce contexte, l'ennemi intérieur, le bouc émissaire qu'il soit étranger, homosexuel, drogué... est très intéressant : il renforce la cohésion sociale autour de valeurs morales et justifie une répression arbitraire. Dans un second temps, dans un contexte social de violence, avec des banlieues que les gouvernements maî-

sent de moins en moins, la prohibition est doublement intéressante. Elle donne au pouvoir une série de lois liberticides qui permet de maintenir une pression sur des quartiers chauds, sur des populations prêtes à réagir vivement face à une misère sociale qui ne cesse de s'accroître. De plus elle permet malgré tout à des familles entières, et souvent dans les mêmes quartiers, de survivre avec ce marché parallèle (de survivre, car les milliards de ce marché finissent bien dans les banques occidentales!).

L'illusion électorale

Au cours des débats, Jean-Pierre Galland a présenté le CIRC (3). Malgré tout, ce qui est souvent apparu, c'est une forme d'interrogation sur les tactiques à adopter. Car après des faux espoirs en 1994, après de nombreux procès, après une série de rapports officiels favorables à une dépénalisation, un certain nombre de militants se questionnent sur les actions à mener. Parfois face à un certain découragement, on pourrait regarder du côté du politique, on pourrait verser les Verts avec leurs soutiens officiels suite aux derniers procès. Position que l'on a bien évidemment critiquée car c'est oublier la véritable nature de l'électoratisme, la véritable nature de partis qui se préparent à gouverner, à gérer un État, un outil de gestion au services des possédants. Les Verts illustrent magnifiquement cette contradiction : alors qu'ils sont issus des luttes écologiques et particulièrement antinuclear, et acceptent de continuer la même politique énergétiquement avec même des nouvelles zones d'enfouissement. En matière de drogue c'est la même situation. Kouchner dans l'opposition se déclare favorable à l'abrogation de la loi de 70, et une fois dans un

LÉGALISEZ LE PRODUIT QUI FAIT RIRE!



ministère il déclare : « La loi de 70 montre ses limites mais il n'est pas encore temps de la modifier ». Ces exemples sont multiples... et nous confortent dans notre anti-électoratisme, dans le refus du compromis avec le pouvoir et les partis s'apprêtant à le gérer. Les associations d'usagers doivent lutter dans la durée pour créer un rapport de force suffisant pour imposer ses revendications. Cette lente construction, et pas toujours excitante car s'inscrivant dans un militantisme quotidien, ne se limitant pas à des actions d'éclats, doit de plus se construire en dehors de plusieurs illusions : d'une

part l'électoratisme, mais aussi le syndromisme catégoriel.

L'interdit s'insère dans une logique de société et il est illusoire, comme pour toute lutte spécifique, de combattre sur des revendications précises sans politiser ces revendications, sans analyser les raisons objectives d'un interdit qui ne peut se fonder sur aucun argument scientifique.

Régis groupe FA de Nantes.

- (1) Chiffre du ministère de l'Intérieur
- (2) Observatoire Géopolitique des Drogues, 1997
- (3) CIRC, Collectif d'Informations et de recherches Cannabiques, cf. ML n° 1142.

Le syndicalisme à l'heure de l'euro

AVEC LA NAISSANCE « OFFICIELLE » D'UNE MONNAIE unique européenne un pas de plus est franchi dans une certaine normalisation décidée technocratiquement et ne correspondant pas nécessairement au mieux-être général. Celui-ci ne se trouverait-il pas plutôt dans une vision fédéraliste des choses, à l'inverse de ces directives venues d'en haut? Éternel débat que nous tentons hebdomadairement d'aborder dans les pages du *Monde libertaire*.

Il en est du syndicalisme comme des autres choses. Tout devant se résoudre au niveau européen et, à terme, à se plier aux nouvelles normes. Il semblerait que la conception même de la lutte des classes n'a pas sa place dans l'horizon européen que l'on nous propose...

Europe du capital, intérêts des travailleurs, mais nous ne nous lancerons pas aujourd'hui dans l'argumentaire du débat. Juste quelques réflexions autour du dernier congrès de la C.F.D.T. Congrès qui a vu l'hégémonique victoire de sa secrétaire générale Nicole Notat. Quatre ans à peine après l'acceptation du plan Juppé, ne reste-t-il vraiment aucune voix discordante dans l'ex-centrale du square Montholon? La notion de syndicalisme d'accompagnement, ce placebo de la vie sociale aurait-il balayé toute l'histoire du mouvement ouvrier?

Ce n'est certes pas la première fois que réformisme et perspectives révolutionnaires croisent le fer, mais là, la « victoire annoncée » du syndicalisme à l'euro réussit à mettre à genoux ce qui reste de la forteresse cégétiste. Certes, la vision stalinienne des rapports syndicaux avait un goût de chape de

plomb mais la lutte contre les patrons n'était pas une antiquité. Car c'est de cela qu'il s'agit : à l'heure de l'Europe on nous refait le coup des intérêts communs liés à l'abolition des frontières. Les capitalistes s'organisent et ceux qui vivent de leur chèque de fin de mois s'adaptent.

Après le congrès de la C.G.T. (fin janvier) ne nouvelle page sera-t-elle tournée dans le « syndicalisme représentatif » français? Les voix discordantes qui sont maintenant absentes de la C.F.D.T., s'élèveront-elles à Montreuil? Rien n'est encore réglé... Cela mettra peut-être du baume au cœur des anciens de l'UD de Bordeaux, d'Usinor Dunkerque, de Lyon-gare, de l'UL89 et de bien d'autres qui, tels les moutons noirs de la C.F.D.T., exclus ou « suspendus », voient l'histoire se répéter vingt ans plus tard dans l'ancienne forteresse stalinienne... À propos, on chuchote que Michel Muller (secrétaire de la Filpac, voir ML n° 1142) ne serait pas « appelé » au bureau confédéral. Tout d'efforts vers la normalité européenne dans les rangs du Livre pour rien? Cet avatar bureaucratique mis à part, l'avenir du paysage syndical français n'est pas resplendissant... Pour ceux et celles qui essayaient localement de lier militantisme libertaire et syndicalisme quotidien, la tâche sera ardue. Entre les syndicats « représentatifs » qui glissent de la notion de travailleur à celle de citoyen dans l'entreprise, le chômage et les déserts syndicaux où le code du travail revient au siècle dernier, la panacée n'a pas été trouvée. Tout est à reconstruire pour qu'une force s'assemble. Mais, allons-nous nous en plaindre?

Alexis Pierre



Intermittents, une nouvelle lutte a déjà commencé

Il y a deux ans, après une longue lutte, le statut d'intermittent du spectacle était prorogé jusqu'au 31 décembre 1998. Actuellement, le MEDEF tente d'imposer une pseudo prorogation en intégrant des modifications permettant d'exclure des annexes 8 et 10 de la caisse de l'UNEDIC un nombre important de travailleurs du spectacle. Utilisant abusivement le mot « prorogation », le baron Seillière espère sans doute désinquineter les intermittents, alors que l'objectif clairement affiché est la démolition, puis, à terme, la disparition de ces annexes. Nous ne sommes pas naïfs, et notre confiance dans les syndicats dits représentatifs reste très limitée. Nous préférons nous défendre nous-mêmes. Fin novembre, sur proposition de la CNT-spectacle de la région parisienne, un Collectif des travailleurs du spectacle et de la culture s'est créé. Ce Collectif, ainsi que la C.N.T. réclame le contraire du MEDEF, à savoir une amélioration du statut et son extension à tous les travailleurs précaires et les chômeurs. De nombreux tracts circulent, le 18 décembre, un rassemblement a eu lieu devant le siège de l'UNEDIC, et le 21 décembre, une action a été menée, il s'agissait de l'occupation du complexe UGC Bercy. Pour continuer la lutte, C.N.T. et Collectif appellent à une A.G. ouverte le 7 janvier à 20 heures à la Maison des Ensembles (3, rue d'Alligre, 75012 Paris).

Hervé (membre du Collectif)

contact: Collectif des travailleurs du spectacle et de la Culture. c/o C.N.T. spectacle, Tél : 01 43 72 09 54; Fax : 01 43 72 71 55.

Solidarité internationale

Michal Patera, militant anarcho-syndicaliste risque 25 ans de prison

Les faits:

Prague, café Campton, vendredi 27 novembre. S.V. et Michal Patera sont attaqués par un groupe de néonazis entraînés aux arts martiaux. S.V. est rapidement mis hors de combat. Michal se retrouve seul face à cinq assaillants qui tentent manifestement de le tuer. Il est alors contraint, pour défendre sa vie d'utiliser son arme à feu, pour laquelle il a une autorisation légale. Un des assaillants est touché par trois fois. Les autres se replient et Michal en profite pour s'échapper. La police, prévenue par le propriétaire du bar, l'arrête peu de temps après. Six mois plus tôt, Michal et d'autres camarades avaient déjà subi les agressions de ce groupe de combat néonazi. Ils avaient cependant réussi à éviter la confrontation.

La police a mené une enquête rapide et a consulté le Département de police spécialisé dans l'extrémisme politique. Michal est accusé de « tentative de meurtre pour motif idéologique » (art. 8 et 219 du code pénal). Pour la police, cette tentative de meurtre est le fait d'un extrémiste de gauche bien connu à l'encontre d'un groupe ordinaire d'innocents « jeunes gens ». Michal risque alors 25 ans de prison. Aucune charge n'est retenue contre les néonazis. En attendant le procès, Michal est en garde à vue. L'attente moyenne en garde à vue est de un an.

Le contexte:

Les néonazis à Prague.

Le 27 novembre, ils tenaient un meeting suivi d'un concert de « musique blanche ». Une bonne dizaine de groupe musicaux se sont produits à Pilsen. Pendant le meeting, ni les propos antisémites ni les slogans fascistes, ni le salut nazi (interdit par la loi tchèque) n'ont paru des motifs suffisants à la police pour qu'elle intervienne. Un mois plus tôt, pour la première fois depuis 1930, une organisation fasciste a présenté des candidats à une élection municipale. Le Front patriotique a obtenu 1 % des suffrages. Selon des sources policières, il y aurait au moins 30 000 néonazis organisés ou sympathisants en Tchéquie, dont 3 000 à Prague. Selon les statistiques du ministère des Affaires intérieures, plus d'un tiers des policiers tchèques sont membres ou sympathisants actifs d'organisations néofascistes, racistes et nationalistes. La coopération de membres de la police avec les néonazis est de notoriété publique.

Le scénario semble être toujours le même: des groupes de combats néonazis cherchent à tuer régulièrement des anarchistes, des anarcho-syndicalistes et des antifascistes révolutionnaires connus qui sont alors contraints de s'armer. Quand ils usent de leurs armes, ils sont arrêtés et condamnés.

La nécessité

de la solidarité internationale

Le mouvement anarchiste tchèque a soutenu Vaclav Jez, militant anarchiste emprisonné après le même type d'incident en juillet 1997. Plus de 70 000 CZK (environ 2 300 \$) ont été collectés. L'ensemble des frais pour la défense s'est élevé à

130 000 CZK (environ 4 300 \$), soit l'équivalent de 20 mois de salaire moyen en Tchéquie. C'est une telle somme qui serait nécessaire à la défense de Michal.

Que peut-on faire?

- Ecrire des lettres de solidarité;
- envoyer des lettres de protesta-

tion à l'ambassade tchèque locale; • diffuser l'information.

Pour écrire à Michal en prison: Michal Patera (1976), PO Box 5/14057 PRAHA 4/République tchèque.

Information transmise par la C.N.T.-A.I.T. de Marseille.



Constitution d'un Collectif pour la libération des syndicalistes emprisonnés au Sénégal

AL'INITIATIVE DES PRÉSENTS À LA CONFÉRENCE-débat organisée par le RTA-S, le public composé de Sénégalais, d'Africains et de démocrates et syndicalistes français a décidé de la mise en place d'un Collectif de soutien aux syndicalistes emprisonnés du Syndicat unique des Travailliers de l'Électricité (SUTELEC) et du Syndicat unique des travailleurs de la SOTRAC (SUTS) du Sénégal.

Pour avoir organisé une grève de zèle, c'est-à-dire refuser les heures supplémentaires et les dédoublements de postes, 27 dirigeants du SUTELEC ont été mis en examen et 6 sont recherchés et font l'objet d'un appel à délégation de la part de l'État. Mademba Sock et Samba Yoro Déye viennent d'être condamnés à six mois de prison pour le « délit de manœuvres visant à porter atteinte à la sécurité publique » (Soleil).

Les accusations de « sabotage et entrave au libre exercice de l'industrie » n'ont pas été retenues par le Tribunal. C'est dire que ces deux dirigeants syndicaux sont détenus comme otages en vue de la privatisation exigée par la FMI, la Banque mondiale et les candidats repreneurs que sont Bouygues, Bolloré, EDF et Hydro-Québec.

Pour avoir fait grève sur la base de la revendication de paiement des arriérés de cinq mois de salaires, les dirigeants du SUTS sont aussi embastillés. Aux manifestations des syndicats pour exiger la libération des emprisonnés, le gouvernement répond par des dispersions à coup de gaz lacrymogènes. Les syndicalistes sont licenciés alors que la loi l'interdit. Ils

sont ainsi indéfiniment maintenus en prison. Pendant ce temps la privatisation des entreprises nationales est en cours. Des sociétés de rachats sont mises en place dont les principaux actionnaires sont des multinationales françaises (Bouygues, Bolloré, Lyonnaise des Eaux...). Les bailleurs de fonds ont conditionné le prêt de 1200 milliards au gouvernement sénégalais à la privatisation, laquelle est déjà réalisée dans la plupart des pays africains.

Ce type de « conditionnalité » est une anticipation du projet mondialement décrié qu'est « l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) ».

Se déroule actuellement donc la plus grande résistance syndicale à l'échelle continentale contre la privatisation des secteurs publics et parapublics des pays africains, notamment de la zone franc. Faut-il croire que la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 servait au rachat à rabais des entreprises visées par la privatisation?

L'Assemblée lance un appel à la mise en place d'un Collectif d'associations, de syndicats et d'individus autour des revendications suivantes:

- libération des syndicalistes;
- réintégration des licenciés;
- paiement des salaires et arriérés de salaires;
- respect par l'État sénégalais du droit constitutionnel de grève et de manifester;
- respect des droits syndicaux.

Collectif de soutien aux syndicalistes emprisonnés

BELGIQUE

Loi organique sur les services de renseignements et de sécurité

Après avoir été voté par la Chambre le 23 octobre 1997, le projet de loi organique sur les services de renseignements et de sécurité avait été adopté par le Sénat, moyennant certains amendements, le 16 juillet 1998. Il est alors retourné à la Chambre et a finalement été adopté en séance plénière le 19 novembre 1998 dans l'indifférence générale (par 97 voix contre 23 et 3 abstentions).

Par cette nouvelle loi, la Sûreté de l'État a, notamment, pour mission: « de rechercher, d'analyser et de traiter le renseignement relatif à toute activité qui menace ou pourrait menacer la sûreté intérieure de l'État et la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, [...] le potentiel scientifique ou économique [...] ou tout autre intérêt fondamental du pays défini par le Roi sur proposition du Comité ministériel [...] ».

Par « activité qui menace ou pourrait menacer... », la nouvelle loi entend « toute activité, individuelle ou collective, déployée à l'intérieur du pays ou à partir de l'étranger, qui peut avoir un rapport avec l'espionnage, l'ingérence, le terrorisme, l'extrémisme, la prolifération, les organisations sectaires nuisibles, les organisations criminelles, en ce compris la diffusion de propagande, l'encouragement ou le soutien direct ou indirect, notamment par la fourniture de moyens financiers, techniques [...] ».

Plus loin, « l'extrémisme » est défini comme suit: « les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, ANARCHISTES, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie ou des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou autres fondements de l'État de droit ».

Hormis l'amalgame imbécile qui est fait entre les idées anarchistes et un ensemble de conceptions d'extrême droite, il est effrayant de voir qu'il s'agit bien ici de surveiller le développement des idées anarchistes, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel, voire même philosophique! Remarquons au passage que la suppression du mot « anarchistes » a été proposée par un amendement d'Olivier Deleuze (Écolo) et qu'elle a été rejetée à l'unanimité par la Chambre (comme toutes les autres propositions d'amendements)...

Alternative libertaire - Belgique

LECTURE

La vie des charançons est assez monotone

POUR CEUX ET CELLES QUI pouvaient encore douter que le populisme et gauche pouvaient rimer, Allègre est devenu une caricature, dans le genre. Pour soi-disant dégraisser le mammoth, il utilise tous les moyens pour dresser contre le corps enseignant les parents et les familles les plus réactionnaires. L'objectif à peine inavoué est simple: remettre en cause un certain nombre d'acquis sociaux, détruire un « bastion » syndical... Dans ce combat, la vie des « mômes » n'intéressent guère « notre » ministre. Quand il s'y intéresse, cela peut nous faire rire, pleurer ou simplement nous révolter. Dans la série des dernières perles, voici quelques exemples.

Au Sénat, le 30 novembre 1998, il déclare « Des cours sur la drogue, la violence, les situations dans les quartiers difficiles et la morale civique sont plus importants que la philosophie. » ou plus récemment dans le journal « Elle »: « Les postes de surveillant, d'aides-éducateurs sont occupés par 75% de femmes... il faut une certaine force physique pour décourager et mater les violents. On va donc faire appel à des militaires du contingent. »

Claude Allègre s'est fait une spécialité de ces petites déclarations et nous ne pouvons pas croire que cet homme agisse de manière isolée. La gauche plurielle, par son intermédiaire vise plusieurs objectifs:

- revenir sur des acquis sociaux et réduire la puissance de certains syndicats afin d'augmenter ses capacités d'intervention;
- s'attirer des voix électorales et plus largement des attirances dans une population réactionnaire normalement plus proche d'une droite populiste;
- Éviter tout débat sur la pédagogie,

sur les raisons d'une violence institutionnelle croissante...

Un brûlot salutaire

Dans ce contexte, nous ne pouvons que saluer la réédition du pamphlet « La vie des charançons est assez monotone » de Corinne Bouchard, qui devenait difficile à trouver... Ce livre est un brûlot que le monde de la pédagogie officielle (*Le Monde de l'Éducation*...) n'avait guère apprécié à sa sortie en 1992. Dans un style alerte, parfois frivole, Corinne Bouchard, à travers son expérience d'enseignante de français arrive à nous faire rire (tout en amenant à réfléchir) d'une triste galère qu'est l'Éducation nationale. Elle nous décrit une année scolaire de la rentrée aux conseils de classes sans oublier les inspecteurs, les voyages organisés... Le texte est fort habile et atteint rapidement ses objectifs. « Devant le lycée, les cars scolaires déversent de jeunes âmes, qui n'ont pas l'air plus que ça avides de savoir et assoiffées de beauté. Les bâtiments sont comme d'habitude: moches et tristes. La sonnerie: stridente. Tout le monde se rend dans la salle en raclant des patins. Tout ça n'est pas fort propice à l'éclosion poétique... » Et si dans un tel contexte un enseignant se trouve quelque peu dépourvu, il peut toujours se référer au bulletin officiel comme lui conseillera tout inspecteur. Pour la classe de seconde décrite dans ce livre, les directives sont claires: « la seconde restant indifférenciée, elle s'inscrit dans la continuité des classes de collège qui doivent la préparer. Elle offre aux élèves une année pour mieux déterminer leur orientation future et pour se mettre en mesure de réussir dans la voie qu'ils auront choisie... ».

Effectivement, la difficulté que rencontre l'ensemble du corps enseignant et que nous décrit ce pamphlet, c'est le décalage qui existe entre les « élèves » avec leurs désirs, leurs préoccupations, leurs angoisses et l'institution décentrée et diffuseur de savoir. Le décalage est profond et se côtoie plusieurs mondes dans un même lieu, avec des règles communes et, officiellement, les mêmes objectifs. Le voyage organisé est sans doute un des exemples les plus criants, et derrière l'humour qui nous décrit en quelques pages une excursion à Paris, c'est une institution moribonde, tueur de désirs... que l'on entrevoit. « Les élèves consultés se montrent enthousiastes: à croire que les résumés, commentaires composés et dissertations dont vous leur exposez si brillamment les subtilités les rasent autant que vous. Ils sont même prêt à aller voir le musée de l'agriculture local, qui expose trois râtaux à foin, quatre paniers à vanner et douze paires de sabots pourvu que la visite tombe pendant les heures de cours... »

Une école aux ordres

Le livre démontre, dans cette description de la vie quotidienne, la distance entre les logiques d'une institution étatique et la vie des lycéens. Alors que certains jeunes pensent à leur futurs boulots avec l'angoisse du chômage, alors que d'autres vivent déjà l'exclusion sociale avec comme unique avenir une misère sociale, alors que certains pensent à leurs sorties du prochain week-end, l'enseignant a comme mission de faire passer le message de l'institution. On nous rabâche régulièrement les leçons sur le civisme et la citoyenneté (mot à la mode). Alors que les lycéens n'ont aucun mot à

LECTURE

Le siècle biotech

Jeremy Rifkin

Thérapie génique, aliments transgéniques, clonage, etc. autant d'avancées scientifiques qui marquent cette fin de siècle et préparent ce que certains nomment d'ores et déjà la révolution des biotechnologies, par comparaison avec la révolution industrielle du XIX^e siècle. Autant de débats passionnés également, où la confusion et l'incompréhension du sujet laissent parfois peu de place à la raison...

C'est donc le grand mérite de ce livre que d'offrir un vaste panorama de l'ensemble de ces techniques, chapitre par chapitre, avec pour chacune les tenants et aboutissants du problème. Écrit dans un langage clair et précis par un non-spécialiste, même si on peut lui trouver parfois certaines approximations, c'est un outil formidable pour comprendre le sujet dans sa globalité.

Mais ce n'est pas non plus juste un descriptif, tel le catalogue *La Redoute des miracles* de demain, c'est également un manifeste: les biotechnologies nous promettent un monde meilleur, certes, mais à quel prix?

L'auteur, Jeremy Rifkin, que l'on connaît déjà pour son précédent livre *La fin du travail*, fait partie en effet de ce milieu associatif qui cherche une solution institutionnelle à la barbarie de l'ultra libéralisme en vigueur aujourd'hui. Donc pas d'appel à la révolution, bien évidemment, mais un parti pris clair et net pour une approche critique de ces merveilles technologiques, basée sur l'individu plutôt que sur la part de marché! Là dessus, on ne peut qu'être d'accord. Après, reste l'éternel débat entre possibilisme et maximalisme...

Guillaume, groupe Louise Michel

Le siècle Biotech. Le commerce des gènes dans le meilleur des mondes, Jeremy Rifkin, éditions La Découverte, 145 F. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

dire quant à la gestion interne du lycée, alors que dans les collèges, même s'embrasser est un crime de lèse-majesté, alors qu'en plein froid, les élèves à la récré patientent dehors tandis que les enseignants (et c'est normal) se réchauffent autour d'un café, alors que... on ose nous parler de civisme. Dans un lieu où même la liberté d'expression ou d'associations, le pseudo discours sur la citoyenneté, cache une autre réalité. L'école, rendue obligatoire au XIX^e siècle, ne répondait pas prioritairement à des objectifs humains. La bourgeoisie avait deux objectifs:

- former une main-d'œuvre avec les compétences techniques dont elle avait besoin;
- former les esprits: contrecarrer l'Église qui donnait des préférences à l'ancien régime et forger une unité nationale autour d'un projet républicain.

Chevènement illustre, aussi, très bien cette idéologie en ayant surfé allégrement du ministère de l'Éducation nationale à celui de l'Intérieur en passant par la Défense. Cette idéologie s'articule autour d'un fantasme souvent inavoué: « les enfants, c'est moi dans l'avenir ». Bigeard en 1985 déclarait après la proposition de Chevènement d'introduire la Marseillaise à l'école: « Moi à l'école, on m'a appris que 2

+ 2 = 4 et aussi que mourir pour la patrie est le sort le plus beau. Alors je dis bravo Chevènement. » Mais les propos de ce général ont le mérite d'être clairs car derrière la citoyenneté, le civisme, la morale... l'objectif est le même: construire une morale (officiellement non religieuse) permettant la reconduction d'un système autoritaire et inégalitaire. Et l'enseignant dans ce cercle infernal entre l'institution, les familles et les « élèves » vit ces contradictions au quotidien. Et la vie avec un cycle très réglé entre les rentrées, les conseils, les passages ou les redoublements, les vacances... suit son cours d'année en année... « Tandis que les anciens continueront à charançonner humblement dans la charançonnière, en attendant les doctorants des sciences de l'éducation aient enfin trouvé le système qui permettra d'apprendre à quelqu'un ce qu'il n'a pas envie de savoir... ». Corinne Bouchard ne s'aventure pas dans des alternatives, des axes d'action... néanmoins ce livre contribue à rendre lisible la lecture d'un système éducatif aux ordres d'un pouvoir.

Régis - groupe F.A. de Nantes

Corinne Bouchard. *La Vie des charançons est assez monotone*. Édition Syros-jeunesse. 59 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

dans la toile

Les internautes ne sont pas encore prêts à se mettre en grève si j'en crois les faibles résultats de la mobilisation espérée pour le 13 décembre 1998. A peine 0,2% de fréquentation en moins. Ce qui m'étonne, c'est qu'en consultant les groupes de discussion francophones, le lundi matin, à 0 heure 05 (enfin, retour au clavier), je n'y ai relevé que peu de contributions françaises... Alors? France télécom nous mentirait-elle? Il serait sans doute plus intéressant de recommencer l'opération un jour de semaine. Enfin, revenons dans la toile. Cette semaine, suite à de nombreuses demandes par mail, j'ai essayé de trouver le plus de sites francophones présentant de près ou de loin (enfin, du moins loin possible) un rapport avec Hakim Bey, un des esprits les plus libres et les plus imaginatifs du petit monde des surfers virtuels.

D'abord, quelques textes:

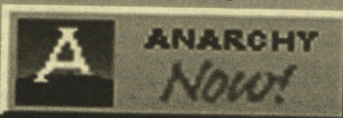
Un potlach immédiatiste (<http://www.chez.com/freecybybrairie/potlach.html>), TAZ (<http://www.notam.uio.no/~mariusw/bey/french.taz.essay.html>), un texte fondateur d'une approche anarchiste du net, Introduction à l'Amour-obsession (<http://www.chez.fr/freecybybrairie/amour.html>). Puis, quelques textes s'inspirant ou tournant autour des théories de Bey: Nietzsche et les pirates - une zone philosophique temporaire (<http://www.ambbit.es/personal/sebastian/plrateni.htm>), Placebo 05 ([http://www.placebomag.com/P0698/BigBro-](http://www.placebomag.com/P0698/BigBrother/BigBrother.html)

ther/BigBrother.html), le GREMS - Groupe de Recherches Ennuissables en milieu saturé (<http://perso.infonie.fr/grems/redact.html>), le projet TUBE - Tremplin Ubiquiste pour la Babel Electronique (<http://www.ambbit.es/personal/sebastian/tazwelc.htm>), Petit commentaire de Loleck sur l'idée de Banquet dans les zones autonomes... (<http://www.ambbit.es/personal/sebastian/salv-lol1.htm>). Moins direct, quoique reprenant le TAZ, Armer l'esprit... pour désarmer la main (<http://babelweb.org/virtualistes/armar/armar.htm>). Deux sites critiques sur l'idée de TAZ, celui de Loleck (<http://www.multimania.com/lolecd/taz/taz.htm>) et Arigos (<http://www.facom.uiba.br/ipes/cyberlemos/cvrtual.html>).

Pour finir, comme à l'habitude, voici un site plus light, un site pour vous détendre les neurones: Synapse (<http://www.glaire.net/synapse/>). A bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard

BlueEyedKeyboard@caramail.com



RECTIFICATIF

En page 6 du précédent *Monde libertaire* (n° 1145), il manquait la référence du livre de Louis Janover: *Cent ans de servitude, Aragon et les siens*. Édition Sulliver, 90 F.

En page 7, il manquait les références de la vidéo sur les sans-papiers: *Paris les mains vides*. Camille de Vitry, 150 F.(60).

Tout ceci est bien sûr en vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot.

abonnez-vous!

CINEMA

Pas vu pas pris

Pierre Carles

PIERRE CARLES ÉTAIT FIDÈLE au poste le jeudi 10 décembre, dans l'émission « Chronique hebdo » sur Radio libertaire. Pierre Carles, tour à tour qualifié de terroriste du « PAF » (paysage audiovisuel français), de télépatate, de Don Quichotte, de révolté, de rebelle, avait commis, avec son reportage « Pas vu à la télé » un « brûlot anar » censé révéler au téléspectateur « branché Canal plouc parisien » la collusion entre le pouvoir politique (François Léotard, à l'époque ministre de la Défense) et les médias (Etienne Mougeotte, TFI) et montrer les réactions des grands communicateurs télévisuels (Duhamel, Sin-

clair, de Virieu, Poivre d'Arvor, Durand...) sur cette compromission avérée. Interdit d'antenne, censuré par Canal + (la chaîne cryptée de l'imperitence Vivendi [Générale des Eaux]) au printemps 1995, le reportage « Pas vu à la télé » duré 25 minutes, montré entre temps à la télévision belge, réapparait après moult péripéties, création d'une association « Pour voir pas vu » en salle de cinéma, sous la forme d'un long métrage « Pas vu pas pris » en novembre 1998. Pierre Carles, au motif qu'il ne sait « pas parler » et refuse de s'afficher dans les médias, est intervenu dans

l'émission Chronique hebdo sachant que lorsqu'on entend Radio libertaire, on n'est pas devant la télé et encore moins à l'écoute de la radio. Pour celui qui refuse de parler politiquement-propagande en déclarant: « On est dans une société de merde, avec des types qui veulent notre peau!

« Et là, ce n'est plus une question de FN ou de pas FN. Strauss-Khan; un mec qui fait le jeu du néolibéralisme sous couvert d'une politique de gauche. C'est un ennemi non déclaré, il est donc doublement dangereux. Un travail journalistique consisterait à rendre visibles les ennemis non déclarés.

« La violence molle... amène à trouver normal que des gens crèvent dans la rue, c'est aussi spectaculaire qu'un défilé néonazi. » Dans la guerre économique mondiale, la télévision est devenue, plus que jamais, un instrument de propagande au service d'une vision d'un monde capitaliste, une idéologie assassine, où la valeur cardinale est le fric. Dis-moi combien tu possèdes, je te dirais si tu existes.

En réponse à Pierre Carles, est-il encore possible de déssiller les yeux du téléspectateur de TFI Bouygues-Pinault (15 millions de têtes agglutinées en décembre 1998, un samedi soir l'élection de miss France), ou de faire comprendre à la « nouvelle gauche » que ce système n'est pas amendable, aménageable même en multipliant toutes les « ATTAC » ou en programmant « Pas vu pas pris » sur TFI, car « la télé peut tout récupérer » dit Pierre Carles.



Festen. Thomas Vinterberg

PREMIÈRE SÉQUENCE, fulgurante: une route déroulée comme un tapis à la verticale. Quand l'œil s'est habitué à la luminosité aveuglante, on découvre un gars qui traîne une valise sur cette route pleine de poussière. Après un long moment, une voiture le double, une autre s'arrête, mais il continue à pied. Seulement beaucoup plus tard, nous voyons que cet homme et les voitures convergent vers un même endroit, une maison de maître, la maison familiale des conducteurs de voitures et de l'homme en marche. On se rappelle de la « meilleure façon de marcher ». Ici aussi ça grince du coté des façons et des

manières. Tout le monde s'habille pour la fête (Festen) en danois, on suppose. Mais les habits ne cachent rien, mettent à nu leurs différences, révèlent que le vernis de l'uniformité des habits de fête de la famille est en train de craquer. Festen est le deuxième film réalisé d'après « Dogma 95 » rédigé par les jeunes hommes en colère de la cinématographie danoise, Lars Van Trier en tête. Vinterberg, né en 1963 se soumet avec maîtrise à l'exercice de style: son direct, pas d'éclairage artificiel, caméra à l'épaule, etc. (faut-il le croire?). En respectant presque le cadre de la tragédie classique, unité de lieu, tout se passe dans la maison, le drame familial peut éclater. Plus la

maison est seigneuriale, plus il y a des horreurs enfouies pourrait-on dire en pastichant Adorno. Quand le fils lève son verre et que tout le monde attend le discours de circonstance, le fils en tenue impeccable se mue en accusateur du patriarche-père dont on fête justement l'anniversaire. Il révèle les abus sexuels, le suicide de sa sœur, et nous révèle sa propre incapacité d'aimer et de donner du plaisir. Le traumatisme d'enfance empêche tout. Sur un ton anodin le fils accable le père devant un auditoire hilare qui écoute seulement petit à petit ses paroles, tellement la convention des tablées d'anniversaire anéantit les mots prononcés. Violence et passion. Guerre de camps: pour ou contre le père, la table se divise, certains veulent arrêter le fils, d'autres veulent qu'il dise tout. Le moment fort du film ne réside pas dans cette scène d'éclat ni dans l'effet de surprise.

Donc le ver est dans le fruit. L'après discours est bien plus riche que cette scène en elle-même. Dénigrer l'autorité peut passer par une dénonciation gratuite, pour la volonté de choquer les braves bourgeois. Un film dérangent. Une réussite de mise en scène.

Heike Hurst
Fondu au Noir - Radio libertaire

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 7 janvier à 20 h 30:
Microclimats: Les ateliers de la Bergerette,
une recyclerie autogère à Beauvais.

samedi 9 janvier à 11 h 30:
Chronique syndicale: Les Prud'hommes.

mercredi 13 janvier à 10 h 30:
Blues en liberté: Willy Dixon, bassiste et compositeur
copié par tous.

à la petite semaine Bonne année

Tout un symbole ! L'année nouvelle s'est donc ouverte avec l'avènement, sur fond de misère croissante, d'une monnaie nouvelle portée sur les fonts baptismaux de l'Église de gauche de l'Euro, à Bruxelles, par onze ministres des Finances vautreés dans une joie indécente.

« Engouement », « dynamisme », « nouveau record », « année extraordinaire ». Ces expressions ne se détachent en rien d'un quelconque bilan des conquêtes ouvrières de l'année dernière, favorisées par une représentation parlementaire où socialistes, communistes et Verts sont majoritaires. Non. Elles se bousculent, en revanche, dans tous les commentaires sur l'année financière et boursière.

Sous un gouvernement de gauche, un homme de devoir et de haute probité l'a dit, une France de cœur ne saurait « accueillir toute la misère du monde », dans la mesure où la sienne grandit. Fidèle à une tradition de haute trahison, elle peut toutefois chouchouter la richesse, plonger dans un bonheur sans limites banquiers et acteurs des marchés financiers, et offrir à la Bourse de Paris, chaque année, ses plus belles euphories.

Grand peuple de gauche, bonne année, bon RMI !

Floréal

Une soirée « consacrée » par Canal + en 1994 à la Société du Spectacle de Guy Debord, où sévissait le trio infernal (July-Ockrent-Alexandre) ridiculisé le temps d'une séquence, les mêmes, aujourd'hui, distillent leur catéchisme libéral sur FR3 chaque dimanche soir.

Et le résultat, les ravages du capitalisme ont été dernièrement montrés à la télé à 20 h 30 avec le film « Fragments sur la misère » de Christophe Oztenberger dans les salles en janvier 1999. - « mauvaise grasse » de Juppé, homme jetable, « déchet humain » non recyclable, non rentable pour le système de concentration, Camps d'extermination sur les trottoirs, dans les rues où les barbelés ont été installés dans les cervelles

des passants. Tout cela visible et lisible sur Arte « à une heure de grande écoute ». Alors un projet pour Pierre Carles, tourner un reportage sur les individus qui revendiquent le droit de ne pas travailler, de ne pas être l'esclave ou le collabo d'un système qui détruit les hommes et la Terre.

Pour lui, « être vraiment subversif », c'est choisir sa vie, son activité, s'épanouir en dehors du chômage, de l'exclusion ou de son autre versant, l'inclusion forcée dans le STO (Service de Travail obligatoire) et même de glander... Pour cela, il faut se battre pour reprendre, tout ce que nous ont volé, tous les « Pas vu pas pris » du Kapital.

Gérard - Chronique heddo
Radio libertaire

copinage

Paco Ibanez chantera les 5 et 6 février à 20 h 30 et le dimanche 7 à 17 heures au Trianon (80, bd Rochechouard, Paris 18^e). Places : 140F. Rens. 01 42 60 61 25.

La continuation de la littérature par d'autres moyens

Ainsi pourrait-on désigner la « Petite bibliothèque de combat » des éditions Sansonnet où ont déjà été publiées *L'histoire du vieil Antonio et du lion* du Sous-commandant Marcos, *Le Chômathon* et *On doute à l'école de la police*, tous deux publiés avec AC! Nord-Pas-de-Calais.

La dernière livraison est tirée de la rue. La police est partout mais où est la justice ? Elle est écrite pas les sans-papiers en lutte et co-éditée avec le Comité des sans-papiers.

Littérature ? Oui :

« Tam ga-da boum, ta da boum
Sans-papiers ? ... Y en a marre
Violences ? ... Y en a marre
Policiers ... Y en a marre

« Tam ga-da boum, ta da boum
nous vaincrons ? ... Tous unis
Étrangers ? ... Tous unis. »

C'est une litanie de la rue, un usage de la littérature à d'autres fins que littérature des voix de la rue, de ceux qui luttent. Ce fascicule illustre parfaitement la politique éditoriale du Sansonnet au service du peuple, par le peuple lui-même. Comme au meilleur temps de la littérature prolétarienne cette livraison trouve dans la vie du peuple les mots de l'expression, dans le défilé des manifs contre la politique gouvernementale le rythme de déclamation qui renvoie l'écrit au dit, dans les slogans un ordre d'expressivité. La ponctuation y tient un rôle central et la mise en page sobre, en face à face, des questions-réponses une efficacité propre à la littérature orale qui se réinvente.

Philippe Geneste
Pour se procurer ces livres. Écrire aux éditions Sansonnet, 3, rue de Rivoli, 59800 Lille.

Radio libertaire: le changement d'année ne change rien à nos problèmes!

IL EST TRADITIONNEL, À CETTE époque, de tirer des bilans et de poser des perspectives... Bien que « l'année anarchiste » se mesure plutôt au rythme des congrès, ne dérogeons pas, car les événements ont été nombreux et les amis de Radio libertaire attendent des nouvelles.

Nouvelles des deux procès, pour commencer.

Les copropriétaires du premier local de Radio libertaire nous ont intenté un procès à cause du bruit occasionné – selon eux – par les allées et venues des animateurs et animatrices et de leurs invités. Si nous n'avions pas été une radio anarchiste, aurions-nous copié de 25 000 F d'amende? Le montant de celle-ci est sévère, mais nous avons choisi de ne pas faire appel du jugement, compte tenu que les frais à engager, dans ce cas, se seraient élevés à environ 10 000 F et que nous aurions, en cas probable de confirmation du jugement, à payer aussi les frais de justice de nos adversaires (encore 10 000 F...). Nous n'avons pas voulu courir ce risque, n'ayant pas vu là matière à mener une bataille politique intéressante.

L'autre procès est mieux connu: c'est celui qu'a intenté un surveillant de la prison de Bois d'Arcy, pour diffamation à l'antenne à l'occasion de l'émission « Ras-les-Murs », contre Radio libertaire et Nicole, animatrice de cette émission. En effet, celle-ci avait lu une lettre d'un détenu qui dénonçait les conditions de travail dans les ateliers de mise en carton de parfums de luxe et les humiliations subies, et les disparitions régulières de cartons de parfums.

Après diverses épopées classiques (comme la perquisition de la librairie du Monde libertaire, siège social de notre radio, ou celle des studios, les mises en examen et les auditions par un juge d'instruction...), « l'affaire » est passée

en jugement devant le tribunal de Versailles le 26 novembre dernier. Comparaissaient donc Nicole et Abdel, le détenu, qui de son plein gré, avait souhaité témoigner et confirmer le contenu de sa lettre.

Si nous avions eu confiance en la justice de notre pays, nous aurions pu penser que Nicole et Abdel auraient été écoutés que les juges auraient tout autant tenu compte de la parole d'un détenu que de celle de n'importe quel être humain, qu'un gardien de prison n'est pas intouchable parce qu'il appartient au même ministère que les juges.

Nous ne sommes pas si naïfs et nous savions que, ne pas nous condamner signifiait reconnaître que ce qui nous disions était fondé... Là encore nous avons été lourdement taxés: entre amendes, dommages et intérêts et frais de justice, le montant de la « doulou-

reuse » avoisine les 34 000 F. Eceurés, en sortant du tribunal, nous avons croisé Abdel, menottes aux poignets qui était ramené dans sa prison... plus humilié encore de n'avoir pas su s'exprimer, ne pas avoir été compris et encore moins cru. Nous le remercions ici de sa solidarité et le félicitons de son courage et de sa ténacité.

Nicole a choisi de ne pas faire appel, compte tenu là encore des frais que cela entraînerait et du fait qu'il est presque certain que le jugement serait confirmé. Le secrétariat de Radio libertaire (qui est tenue pour civilement responsable) a approuvé cette décision.

Autre ambiance le 23 novembre

Le spectacle était de qualité au concert de soutien à Radio libertaire :



Les Chanteurs Livreurs, Lou Saintagne et Jean Guidoni visiblement tous très heureux d'être là, ont communiqué à la salle une bonne humeur, bienvenue à la veille du procès de « Ras-les-Murs ». Cela nous confirme dans notre choix de soutenir la chanson de qualité et la diversité des talents. Le public, malheureusement pas aussi nombreux que nous l'aurions souhaité mais qui comptait quand même 350 personnes, a manifesté activement et chaleureusement son soutien lors de cette soirée de chansons.

Les différentes tables de presse ont fait recette: animatrices et animateurs ont noté que les gens étaient avides de discussions, de contacts. Le soutien par les cartes d'auditeurs a bien fonctionné.

Soulignons d'autres points positifs de la soirée, comme la participation des animatrices et animateurs à la préparation et à l'organisation du concert, l'implication des artistes et de leurs techniciens. De cette dynamique « scénasalle-couillises » est née une rencontre, difficilement mesurable en terme financier, mais sûrement non négligeable en terme d'impact politique!

Pour faire face aux difficultés financières que traverse Radio libertaire et pour continuer à faire entendre les voix libertaires sur la bande FM, nous devons trouver des idées pour faire rentrer des sous sans lasser nos auditeurs, si souvent sollicités...

Une réunion de coordination des émissions s'est déroulée à la mi-décembre et de nombreuses idées ont fusé: une brocante, des spectacles dans de petites salles, du cinéma... toutes ces propositions vont se concrétiser au fil des mois à venir.

Vous pouvez déjà noter sur vos beaux agendas tout neufs la date du 24 janvier: un bal folk organisé par l'amission « Folk à lier » de 15 à 20 heures au centre culturel breton rue Delambre à Paris.

En mai « Chronique syndicale » organise une exposition d'arts plastiques et un débat; ce sera autour du week-end du 28 mai.

En attendant, votre carte d'auditeur est-elle à jour? (chèques de 100 F minimum à l'ordre de DMC, 145, rue Amelot, 75011 Paris). Merci d'avance!

pour le secrétariat de Radio libertaire, Sylvie Maugis

Le Monde libertaire hors-série n° 11

Au sommaire: Bilan social et politique de 1998 • Ou en est la lutte des sans-papiers? • Stratégie antifasciste • Réduction du temps de travail et 35 heures • Retraite et fonds de pension • Quelle conception libertaire des services publics? • Féminisme et antisexisme • Anarchosyndicalisme et syndicalisme révolutionnaire • Les grandes grèves du siècle • Europe: de Maastrich à Amsterdam • le livre noir du capitalisme...

40 pages, 20 F.
en kiosque jusqu'au 3 février

MONTPELLIER

Appel à souscription De l'Antre Anar à une librairie anarchiste

CELA FAIT MAINTENANT PLUS DE SIX ANS QU'UN groupe de la Fédération anarchiste s'est formé à Montpellier. Les lecteurs réguliers du Monde libertaire ont pu suivre notre implication dans les différentes luttes sociales à travers des articles réguliers dans ces colonnes. Depuis trois ans nous louons un local. Celui-ci était pour nous un outil au service de nos idées qui devait nous permettre de mieux nous enraciner sur notre ville. Avec des débats et des projections vidéo mensuelles, nous avons rempli cet objectif. L'Antre anar, notre local (en fait une cave) à aussi permis de diffuser la presse et les écrits libertaires à ceux qui ne se satisfont pas de la société inégalitaire dans laquelle nous vivons. Aujourd'hui, l'Antre anar, avec ses manques (de place, d'aération, de visibilité) s'avère inadéquat à nos besoins, projets et envies. Alors, ça y est, après bon nombre de discussions, la décision est prise, nous nous lançons dans l'aventure d'un nouveau local: ce sera une librairie anarchiste et un lieu plus grand, plus accessible, plus accueillant. Ce lieu ne sera pas loué mais acheté, ce qui nous permet-

tra une autonomie que la location rend impossible. Il sera propriété collective de la Fédération anarchiste, conformément aux idées fédéralistes et d'entraide qui sont les nôtres.

Cette aventure, nous nous donnons jusqu'en janvier 2000 pour la mener à bien. Cela nous laisse un an pour réunir les fonds nécessaires.

Nous organiserons dans cet objectif, une « semaine de culture et d'expression libertaire » au printemps 1999 et un autre événement culturel pour la fin 1999, avant l'ouverture du nouveau local.

Mais, dès à présent, nous faisons appel à vous en lançant un appel à souscription et à prélèvements automatiques. Vous pouvez nous faire parvenir vos chèques à l'ordre du C.D.P.L à l'Antre anar: 5, rue Jeanne d'Arc, 34000 Montpellier, ou nous demander un formulaire de prélèvement automatique à l'adresse ci-dessus.

D'ici à ce que notre projet aille à son terme, nous vous tiendrons au courant de son avancée et de la solidarité que lui exprimerons les lecteurs du Monde libertaire.

Groupe « Un autre futur »

abonnez-vous! abonnez-

A G E N D A

vendredi 15 janvier

CERGY-SAINT-CHRISTOPHE (95): Le groupe de Cergy-Pontoise de la F.A. organise une réunion-débat: « Qu'est-ce que l'anarchisme? » à 20 heures à la Maison de quartier des Chanterelles.

ANGERS: Le groupe de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur « la C.N.T., un syndicat de combat » avec Raphaël Romée, secrétaire de la C.N.T., à 20 h 30 à l'Etincelle, 26, rue Maillé.

samedi 16 janvier

LYON: Projection vidéo du film « Rudolf Rocker, relieur et anarchiste », suivie d'une discussion animée par la F.A., à 15 heures à la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}).

SAINT-AMAND-MONTROND (18): Les amis de Louis Lecoin organisent une journée « Désobéissance civique et transformations sociales » à partir de 9 h 30 à la salle des fêtes (place de la République). Interventions de JJ de Félice, M Montet, L-M Muller, M Arnal, P Derrudder, G Beaucourt. À partir de 15 heures: Théâtre, chansons, poèmes.

jeudi 21 janvier

LYON: Débat sur le thème « L'Éducation: critiques et projets des anarchistes », suivie d'une discussion animée par la F.A., à 21 heures à la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre-Blanc, 1^{er} - entrée par l'allée).